

LA VÉRITÉ



PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

DES TRAVAILLEURS

Revendications ouvrières, Indochine, C.E.D. : Echéances critiques pour Laniel

Les travailleurs exigeront le Front unique de leurs partis

POUR RENVENER LE GOUVERNEMENT BOURGEOIS

et imposer un GOUVERNEMENT P. C. - P. S.

AU SERVICE DES MASSES LABORIEUSES

Ceux qui prénaient les nouvelles formes, plus souples, de la diplomatie soviétique pour un changement de son fond restent perplexes et déçus devant les résultats de la Conférence de Berlin.

Comme dans le passé, il n'y a pas eu d'accord ni sur l'Allemagne, ni même sur l'Autriche. D'autre part, la nouvelle conférence asiatique qui se réunira en avril à Genève aura à discuter le règlement de l'affaire coréenne et à aborder celle du Vietnam.

Ceux qui espèrent voir sur ces questions les Soviétiques et les Chinois accorder davantage que sur le plan européen, auront certainement les mêmes déceptions que leur a causées la Conférence de Berlin. Car ni Moscou ni Pékin n'ont le moindre désir et surtout le moindre intérêt à abandonner leurs positions en Corée ou au Vietnam à l'impérialisme.

Comme à Berlin, Soviétiques et Chinois y chercheront des solutions de compromis qui respectent la division actuelle du monde, mais ne céderont aux impérialistes aucune de leurs positions acquises. Car c'est là le fond de la question.

La bureaucratie soviétique, comme au temps de Staline, désire et cherche réellement la paix, redoutant les effets révolutionnaires d'une guerre générale qui tournerait, dans le rapport de forces actuel, à la destruction du capitalisme et à la victoire de la Révolution mondiale. Dans ce cas, le règne de la bureaucratie aussi serait définitivement miné et renversé.

Mais d'autre part, consciente de ce rapport de forces favorable à la Révolution, la bureaucratie n'a aucune envie de céder à l'impérialisme les positions acquises. D'autant plus que même si elle voulait le faire, elle n'en dispose plus si facilement. Ni les

par J.-P. MARTIN

« Démocraties populaires » en Europe, ni la Chine, ni le Vietnam ne sont à vendre.

La bureaucratie soviétique propose et veut la paix sur la base stricte du statu quo de la division actuelle du monde. Mais c'est l'impérialisme qui considère cette base inacceptable, cherchant pour retrouver son équilibre à reconquérir les territoires perdus et ouvrir le marché de l'U.R.S.S. même. D'où l'impossibilité objective d'un compromis général et durable entre les deux camps.

La presse soviétique et stalinienne escamote ce fond de la question et fait miroiter devant les masses les possibilités et les « victoires » de « l'esprit » de négociation sur celui de la violence. Elle sème la dangereuse illusion que tout est question de bonne volonté, d'argumentation raisonnable, etc., la guerre étant abhorrée par les masses, passionnées par contre pour la paix, etc.

Mais avec l'impérialisme on ne raisonne pas. Aussi longtemps qu'il restera debout, il n'acceptera jamais la division actuelle du monde et il n'abandonnera ses plans de guerre, les seuls qui lui permettent de subsister dans le présent et espérer pour l'avenir. Pour cette raison les conclusions tirées par les uns et les autres au lendemain de la conférence de Berlin sont contradictoires : « Victoire » crient l'Humanité et la Pravda, on aura encore une conférence en avril. « Victoire » crie la presse impérialiste internationale, Moscou est « démasqué » à Berlin. On sait maintenant à quoi s'en tenir, il faut accélérer le réarmement de l'Occident, voter la C.E.D., réarmer coûte que coûte l'Allemagne, etc.

Les choses suivent ainsi leur propre logique inexorable.

L'U.R.S.S. en tant qu'Etat, ainsi que la Chine ont le droit et le devoir d'exploiter les antagonismes interimpérialistes et de démasquer par tous les moyens les plans agressifs de l'impérialisme, mais sans semer des illusions parmi les masses et sans saboter le seul combat efficace pour imposer la paix et défendre les Etats anticapitalistes : celui des masses pour renverser partout le capitalisme et l'impérialisme.

Les partis communistes de leur côté ne doivent pas avoir comme ambition d'identifier leur politique aux formes d'action de l'Etat soviétique, mais de diriger avant tout ce combat de classe, pour des buts de classe, avec les moyens de classe, contre le capitalisme et l'impérialisme, et assurer ainsi la victoire de la Révolution.

C'est une tromperie et une erreur dangereuse de faire croire, comme c'est le cas avec l'Humanité, que la Conférence de Berlin a éloigné tant soit peu le danger de guerre, de la C.E.D., de la remilitarisation de l'Allemagne. Au contraire, la bourgeoisie est en train de lancer maintenant sa plus vigoureuse offensive pour obtenir ses objectifs, comme au Vietnam elle intensifie l'effort de guerre et y mêle directement les Américains.

Les seules forces capables de lutter efficacement contre ce cours maintenu à la guerre et la réaction, c'est le combat de classe du prolétariat français à travers le Front unique des partis et organisations ouvrières, pour un Gouvernement Com-

(SUITE PAGE 3.)

Revendications, Indochine, C.E.D. : échéance de taille pour Laniel.

Echéances d'autant plus redoutables pour lui qu'elles se présentent maintenant de façon quasi-simultanée.

Toutes ses tentatives pour essayer de louvoyer au milieu de ce triple danger montrent à quel point le gouvernement, valet des capitalistes et honni de tous les travailleurs des villes et des campagnes, est conscient de sa faiblesse.

Il a essayé de morceler et d'affaiblir le mouvement revendicatif des travailleurs qu'il sent monter lentement, mais avec force : après les grèves de décembre, les mouvements du 29 janvier et maintenant la préparation de la grève de 24 heures, tous marqués par la profonde volonté d'unité d'action des travailleurs qui se répète jusqu'aux sommets des confédérations, en sont autant d'indices.

La tentative se solda donc par un échec : les miettes aux bas salaires et les phrases creuses du soi-disant « plan » Edgar Faure n'ont, tant elles sont dérisoires, ni dupé les travailleurs, ni donné aux dirigeants scissionnistes un prétexte pour freiner la marche ascendante du mouvement ouvrier.

Si les observateurs bourgeois ont une fois de plus fait « ouf » après le vote de l'ordre du jour M.R.P. sur les salaires, ils n'en ont pas moins remarqué que l'ordre du jour socialiste voté par ceux-ci, les communistes, les progressistes et soixante-huit députés n'a été repoussé que par vingt voix. L'un d'eux a pu écrire que si cela ne représentait pas un « renversement de majorité », cela laissait peut-être présager « une majorité de renversement ».

Par ailleurs, le texte M.R.P., considérant « que les mesures sociales et économiques arrêtées par le gouvernement ne constituent qu'une première étape » et demandant « de les compléter » n'a plus le ton du refus catégorique du sieur Laniel aux travailleurs en lutte au mois d'août.

FACE A LA PRESSION
DES TRAVAILLEURS
LE GOUVERNEMENT BOURGEOIS
EST SUR LA DEFENSIVE

Il a essayé de reculer le débat sur l'Indochine en s'appuyant sur la décision des Quatre de faire une conférence sur l'Asie. Mais le désastre croissant du corps expéditionnaire l'oblige à ouvrir le débat le 5 mars.

Il louvoie sur le problème de la C.E.D. où le camp bourgeois est de plus en plus divisé et contre lequel,

au sein du parti socialiste l'opposition ne cesse de grandir imposant à ce dernier un congrès extraordinaire. Le bruit a couru que Laniel tentait de repousser le débat de ratification après la Conférence de Genève du 26 avril. Mais il ne peut, là non plus, retarder indéfiniment l'échéance, car les exigences de la mise en place du dispositif d'agression impérialiste occidentale le contraignent à l'affronter dans des délais courts.

Et même s'il parvenait à gagner encore un peu de temps sur ces deux derniers problèmes, le premier, celui des revendications ouvrières les poserait à nouveau avec plus de force que jamais car, pour payer aux travailleurs des salaires et retraites décentes, construire des logements, des écoles, des hôpitaux, il faut avant toute chose en finir avec la guerre d'Indochine, en finir avec la préparation de la guerre d'agression de l'impérialisme occidental, son pacte atlantique et sa C.E.D.

Or les travailleurs de toutes catégories de ce pays, s'apprêtent avec force et sérieux à exiger leur dû. Nous analysons en page quatre de ce journal la signification des mouvements actuels et de ceux qui se préparent. Ils poseront tôt ou tard dans les faits

Au 2^e tour, en Seine-et-Oise DESISTEMENT DES PARTIS OUVRIERS pour André STIL

la nécessité d'un changement total de politique intérieure et extérieure de ce pays :

FAIRE PAYER LES RICHES
ROMPRE AVEC LA POLITIQUE
DE GUERRE

Aucun gouvernement bourgeois, pas plus Laniel que MENDES-FRAN-CE ne peut appliquer une telle politique. Le seul gouvernement qui le puisse c'est celui auquel aspire un nombre croissant de travailleurs : UN GOUVERNEMENT COMMUNISTE SOCIALISTE.

La direction du Parti socialiste, non contente d'être muette à ce sujet, commet le crime de vouloir, par la résolution de mise en garde adoptée à son dernier Comité national s'opposer à l'unité d'action entre communistes et socialistes, qui malgré elle accroît de jour en jour son attraction

vis-à-vis des travailleurs communistes et socialistes ou influencés.

La direction du Parti communiste français, qui se déclare pour l'unité d'action et a fait dans ce sens des pas que nous avons soulignés dans ces colonnes, n'a cependant jamais entamé une campagne conséquente pour LA CONCLUSION D'UN PACTE D'UNITE D'ACTION DU P.S. ET DU P.C.F. POUR FORMER EN COMMUN UN GOUVERNEMENT APPLIQUANT UNE POLITIQUE CONFORME AUX INTERETS DES MASSES.

Bien au contraire, jamais cette direction n'a été plus confuse sur cette question du gouvernement.

Les militants communistes, les militants socialistes, qui expriment le plus clairement les besoins de la classe ouvrière, ne peuvent tolérer qu'une telle situation se poursuive.

IMPOSER LE FRONT UNIQUE
P. C. - P. S.

Le Parti communiste et le Parti socialiste sont déjà d'accord dans les faits au parlement et dans leur propagande pour l'augmentation des salaires, la construction des logements, et en général toutes les mesures propres à améliorer les conditions de vie

des travailleurs : le respect des libertés démocratiques, la fin de la guerre d'Indochine. Nous montrons dans l'éditorial de notre journal qu'ils peuvent aussi se mettre d'accord sur une politique extérieure conforme aux intérêts des travailleurs.

Dans la préparation du Congrès extraordinaire de leur Parti, les militants du P.S. doivent exiger de leur direction qu'elle abandonne son attitude réactionnaire envers l'unité d'action communiste-socialiste. Immédiatement, ils doivent imposer en Seine-et-Oise le désistement pour A. Stil, comme une étape vers le Front unique des deux partis.

Les militants du P.C.F. doivent exiger de leur direction qu'elle ouvre la campagne d'unité d'action de la base au sommet avec le P.S. en adoptant une position claire sur le problème du gouvernement. Il faut que cette direction cesse le jeu de bascule qui

consiste à faire pression sur l'actuel gouvernement en s'alliant tantôt aux représentants des « bons français » de droite : le R.P.F. anti-C.E.D., tantôt à ceux des « bons Français » de gauche : le P.S., pour les revendications sociales, jeu qui ne peut aboutir qu'à un échec sur les deux plans.

Il n'est qu'une seule voie pour faciliter l'action de la classe ouvrière : OUVRIRE LA PERSPECTIVE DU REMPLACEMENT du gouvernement bourgeois par un gouvernement des travailleurs, le gouvernement du P.C. et du P.S. appuyé sur l'action des travailleurs et contrôlé par eux ;

— ENTAMER LA CAMPAGNE DE FRONT UNIQUE AVEC LE P.S. POUR LA CONCLUSION d'un pacte d'unité d'action pour la réalisation de cet objectif.

L. PERIER.

EVACUEZ L'INDOCHINE

Le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale) salue la lutte des peuples colonisés pour se libérer du joug de l'impérialisme français. Il dénonce la répression renforcée de celui-ci : truquage des élections, déportation du sultan du Maroc ; déportation de Bourguiba, de Messali Hadj ; assassinats policiers au Maroc... tandis que les assassins de Ferhat Hached sont toujours libres ; lent assassinat de Raseta et des autres élus malgaches.

IL FAUT METTRE AU PLUS TOT UN TERME A CES METHODES DE GESTAPO.

Pour y parvenir, il faut aujourd'hui concentrer toutes les forces des travailleurs contre le point le plus faible de l'impérialisme français aux colonies : LA GUERRE AU VIETNAM, dont tout le pays est las. Imposer l'arrêt des hostilités contre le peuple vietnamien et le retrait du corps expéditionnaire, c'est porter un coup au colonialisme, aux méthodes infâmes, c'est ouvrir la voie à la libération de tous les peuples opprimés de l'Empire français.

Le Comité Central s'adresse à toutes les organisations ouvrières de masse (partis, syndicats) pour qu'elles réalisent leur front unique immédiat afin de stopper la guerre au peuple vietnamien qui ne veut pas de Bao Dai et laisser ce peuple disposer librement de son sort. Il appelle tous les travailleurs à demander de leurs organisations un accord immédiat pour exiger — par voie de meetings, arrêts de travail, démonstrations de rue — l'arrêt des hostilités et l'ouverture de négociations, hors des pressions de l'impérialisme américain.

TRAVAILLEURS, DANS VOS PARTIS, DANS VOS SYNDICATS, EXIGEZ LE FRONT UNIQUE IMMEDIAT POUR ARRETER LA GUERRE AU PEUPLE VIETNAMIEN !

Lire en page 4 :
GREVE CHEZ CITROEN

Permanence de
LA VERITE DES TRAVAILLEURS
64, rue de Richelieu — Paris-2^e
(Bureau 30)
(Ric. 03-52 et la suite) : Métro : Bourse

Permanence : Semaine, de 17 à 19 h.
le samedi, toute l'après-midi.

Abonnement pour la France, de
un an : 200 francs.
Envoi sous pli fermé : 400 francs.
C.C.P. 6965-68 Paris

LE PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE DE BOLIVIE frappé par la répression bourgeoise

Capitulant devant l'impérialisme yankee, le gouvernement de Paz Estenssoro tente de réprimer le mouvement révolutionnaire des masses boliviennes. Peu après le voyage en Bolivie du propre frère d'Eisenhower, Milton Eisenhower, des assassinats et des arrestations viennent d'être perpétrés contre des camarades dirigeants de la section bolivienne de la IV^e Internationale, direction révolutionnaire reconnue des ouvriers et des paysans boliviens.

Comme nous l'avions prévu, le gouvernement petit-bourgeois M.N.R. est allé de capitulation en capitulation devant l'impérialisme yankee. Il s'est employé à freiner la marche ascendante de la Révolution bolivienne et, voulant parvenir à ses fins, il s'est engagé dans une politique réactionnaire contre l'avant-garde trotskyste.

Le 2 janvier 1954, des policiers du service de coordination du ministère de l'Intérieur firent irruption dans le local où travaillait le comité de rédaction de notre journal « Lucha Obrera » ; ils y volèrent des livres, des brochures et d'autres publications du parti, et saisirent la dernière édition de notre journal avant qu'elle ne puisse sortir. Le gouvernement n'a pas donné d'explication pour cet acte brutal. Par contre, il a donné des ordres pour que soient libérés de prison des éléments de la « rosca », et on annonce déjà la libération de plusieurs autres, y compris de ceux qui s'étaient compromis dans le coup phalangiste du 9 novembre.

Depuis le mois de novembre, l'hebdomadaire de notre parti ne peut sortir imprimé en raison des pressions que le gouvernement exerce sur les imprimeurs, qui sont menacés de la fermeture de leurs impr-

meries et du retrait des allocations de papier s'ils agissent autrement.

Le 9 novembre, c'est-à-dire le jour même du soulèvement phalangiste, des individus du M.N.R. armés de mitraillettes assassinèrent dans la cour de sa maison à Cochabamba notre camarade Manuel Cruz Vallejo, dirigeant paysan, et intimidèrent par la terreur les camarades qui se trouvaient avec lui au moment où il était abattu. Quelques jours plus tard, un autre dirigeant paysan, Rodolfo Rebas, âgé de dix-sept ans et sympathisant du P.O.R., fut également assassiné. Saisies par la colère, les masses paysannes déchaînèrent littéralement les assassins.

Récemment, lors d'une assemblée de travailleurs dans la zone minière de Siglo XX-Llallagua, on a voulu s'attaquer à nos camarades, mais les mineurs ripostèrent en prenant à partie les provocateurs.

Voyant que, par de pareilles méthodes, ils ne parvenaient pas à entraîner les masses travailleuses contre les militants trotskystes, les provocateurs se sont décidés ces jours-ci à arrêter dans leurs domiciles cinq de nos camarades, parmi lesquels Jorge Velarde, César Lora, Espada et Esteban La Fuente. Ils ont été transférés à La Paz et

se trouvent actuellement dans le Panopticon. Sur le plan syndical, le gouvernement, par le truchement d'agents bureaucratisés ou tout simplement de policiers, s'efforce de détruire les directions révolutionnaires et combattives, d'où il veut chasser les militants trotskystes...

La répression menée contre notre parti n'est que l'expression de la panique qui saisit ce gouvernement devant la mobilisation révolutionnaire des masses qui, les armes à la main, sauront non seulement défendre la révolution, mais la porter jusqu'à ses ultimes conséquences. Dans ces conditions, le gouvernement mouvementiste ne peut que craindre la politique du P.O.R. et le soutien qu'elle aura — qu'elle a déjà — de la part des masses ouvrières et paysannes au fur et à mesure que le processus révolutionnaire se développe.

Nous savons que le chemin à parcourir jusqu'à la victoire définitive de la révolution bolivienne est pavé de menées réactionnaires du M.N.R. contre nous. Mais nous sommes plus convaincus que jamais de notre victoire, qui sera celle des masses.

Février 1954.
Pour le B.P. du P.O.R.
WALKER, secrétaire général

CLASSE CONTRE CLASSE au 2^e tour en Seine-et-Oise VOTER A. STIL

La première circonscription de Seine-et-Oise a une structure sociale bigarrée ; elle associe les communes ouvrières d'Argenteuil, Bezons, Aulnay-sous-Bois, etc. à des villages paysans. L'élection partielle du 28 février avait donc une valeur de test assez général pour tout le pays.

Un grand nombre d'électeurs s'est abstenu. C'est un phénomène courant de toute élection partielle ; mais, il ne saurait être, cette fois-ci, pris pour de l'indifférence. Les abstentions n'ont pas frappé également à gauche et à droite.

Un vote massif exprimait sur le candidat du P.C. qui augmente son pourcentage par rapport à 1951, le mécontentement grandissant des masses. Le candidat du P.S. perd des voix, mais le pourcentage des voix socialistes reste sensiblement le même. Dans le camp bourgeois s'est avant tout révélée une décomposition grandissante.

Pour que l'élection de Seine-et-Oise prenne une signification plus complète, il importe d'assurer au second tour la victoire de Stil, candidat du P.C., par le désistement du candidat

socialiste, par un vote classe contre classe.

Notre Parti avait présenté la camarade Mestre dans cette circonscription où elle avait été tête de liste en 1951. Notre candidature visait avant tout à mener campagne pour le front unique P.C.-P.S. en vue d'un gouvernement de front unique. Dans nos affiches et circulaires, nous avions demandé aux électeurs de manifester au premier tour pour ce programme, et de voter au deuxième tour pour le candidat du P.C. Le résultat médiocre que nous avons obtenu (906 voix) est dû à plusieurs causes, dont d'une part la volonté de faire dès le premier tour une manifestation de force sur le candidat du P.C. et d'autre part la présence de diverses candidatures prétendument ouvrières ou communistes et la candidature social-démocrate de gauche du P.S.U. qui toutes ont semé la confusion dans ce scrutin.

Nous appelons tous les travailleurs, et en particulier les travailleurs socialistes à exiger un désistement de Mazurier pour Stil. Pour tous les travailleurs de France, l'élection de Le Troquer à la présidence de l'Assemblée par le vote commun communiste-socialiste fut considéré comme une amorce vers le front unique. L'élection de Stil, candidat d'unité d'action des ouvriers, serait une nouvelle étape, et une étape très importante vers la réalisation du front unique communiste-socialiste.

Il faut lire :

Sept jeunes ouvriers et étudiants français sont allés faire un voyage en Algérie.

Invités par les organisations de jeunesse nationalistes, ils se sont mêlés à la population, ont enquêté sur les conditions d'existence de la population et ont rapporté un saisissant témoignage de la réalité algérienne (1). La réaction de ces gens, tous politiquement inorganisés, est également un témoignage des liens qui unissent la jeunesse laborieuse française et les masses coloniales.

IL FAUT LIRE CETTE BROCHURE.

(1) Sept jeunes Français en Algérie. Prix : 50 francs.

AU SERVICE DES COLONISES

de Daniel Guérin (1)

Dans un fort volume, Daniel Guérin a recueilli la plus grande partie de ses écrits sur la question coloniale. On y voit sa progression vers des positions de plus en plus claires et conformes à la ligne du marxisme révolutionnaire dans ce domaine.

D'une manière courageuse et sincère, ces pages ardentes dénoncent les méfaits et les crimes du colonialisme en Afrique du nord, au Vietnam, à Madagascar, et invitent le prolétariat français à exprimer dans l'action sa solidarité entière envers les masses coloniales luttant pour leur libération.

C'est un livre à lire et à diffuser largement.

(1) Editions de Minuit, Paris. Passez vos commandes au S.E.L., « Vérité des Travailleurs », 64, rue de Richelieu. C.C.P. Paris 6965-68.

PROFOND MALAISE DANS LE P.S.

Les réunions nocturnes du Comité directeur du Parti Socialiste S.F.I.O., les assemblées plus ou moins extraordinaires du Conseil national, n'ont pas fait sortir la social-démocratie française du profond malaise qui la mine. Le Comité directeur plus bureaucratique que le Conseil national avait adopté dans sa séance du 27 janvier une nette prise de position de soutien au « principe d'une armée européenne unifiée, ouverte à toutes les nations démocratiques, capable d'appuyer une politique européenne indépendante ». C'était en termes, à peine camouflés, l'acceptation de la C.E.D. que Guy Mollet et Consort voudraient seulement voir un peu plus « démocratique ». De plus, ledit Comité directeur, toujours dans la même séance, avait appelé les militants socialistes à ne pas se laisser entraîner dans des actions communes avec les militants du Parti communiste. C'est ainsi qu'on travaille, cité Malesherbes, à servir les intérêts de la classe ouvrière et du socialisme, dont pourtant on continue de se réclamer.

Le Conseil national du 21 janvier a été plus timide dans ses décisions, car le poids du Comité directeur s'est trouvé en quelque sorte contre-balançé par la pression qui s'exerce dans les sections de la S.F.I.O. où les militants socialistes ne dissimulent pas leur opposition à la C.E.D. et leur volonté de s'unir aux militants du P.C.F. pour barrer la route à la guerre et défendre les revendications de la classe ouvrière et des classes moyennes. Mais les hommes de « l'opposition », Jules Moch et Daniel Mayer ont été sans courage, se réservant de défendre leurs positions lors du prochain Congrès « extraordinaire » de la S.F.I.O.

Les contradictions qui le déchirent — et qui sont l'expression de la lutte de classe — paralysent de plus en plus ce parti dont les dirigeants ne peuvent plus être aussi aisément des gérants loyaux de la bourgeoisie. Ils se sont même placés dans une telle situation qu'il leur devient difficile de frapper de sanction les militants et les sections qui, malgré les ordres venus d'en haut, dénoncent la C.E.D. et réalisent le front unique communiste-socialiste.

Une correcte politique de front unique de la base au sommet émanant du Parti communiste français — plus spécialement de son Bureau politique — aurait comme conséquence, soit de contraindre la direction de la S.F.I.O. à modifier sa politique dans un sens unitaire et de classe, soit de la submerger. Des forces profondes existent dans la base du Parti socialiste capables d'être sensibles à une juste attitude du P.C. à l'égard du P.S. Leur pression déjà se fait sentir au sein de la S.F.I.O. Une juste politique de front unique de la part du P.C.F. ne pourrait que les renforcer.

Henri VERNIER.

SOUSCRIVEZ

à la

« Vérité des Travailleurs »

C. C. P. 6965-68 Paris

Les sections de la IV^e Internationale condamnent les scissionnistes

Dans ce numéro encore nous remercions une certaine place, bien que plus limitée que précédemment, aux réponses données par les sections de la IV^e Internationale à l'opération scissionniste, organisée par Cannon. Le seul succès que celui-ci a pu enregistrer est l'accord de Peng et de la section chinoise. La déclaration du C.C. chinois reconnaît que celui-ci s'est prononcé sur la connaissance d'un seul document de la majorité du S.W.P. Or, Peng depuis bientôt deux ans déclarait au secrétariat international qu'il ne disposait pas d'adresse sûre pour y envoyer les documents de l'Internationale. Peng, qui était en désaccord politique avec la majorité de l'Internationale, y compris le S.W.P. à l'époque, a laissé sa section dans l'ignorance des positions véritables de l'Internationale. Maintenant, il lui transmet les documents du S.W.P. et prétend menaçamment qu'il n'a pas été convoqué au C.E.I. Ces méthodes ne sont pas pour nous intimider, les positions politiques correctes finissent par prévaloir.

Et voici des extraits de résolutions de diverses sections

AUSTRALIE

La section australienne condamne unanimement la lettre ouverte communiste du 16 novembre 1953, à la fois parce qu'elle était un coup traître à

Notre numéro de janvier ayant paru tardivement à la fin de ce mois, nous aurions été amenés à publier le numéro portant la date de février dans les derniers jours du mois, alors qu'il serait diffusé au mois de mars. Pour éviter cette anomalie, nous avons décidé de sauter le numéro de février et de publier notre journal au début du mois de mars. Et nous nous efforçons de sortir désormais notre journal toujours dans la première moitié de chaque mois.

VIE DU PARTI

Session du Comité Central

Le Comité Central du Parti s'est tenu. A son ordre du jour se trouvait la continuation de la discussion préparatoire au IV^e Congrès mondial de notre Internationale ainsi que la discussion sur la situation en France.

Le rapport du camarade P. Frank soulève les progrès de notre Internationale sur la base de sa stratégie mondiale d'intégration dans le réel mouvement des masses, et la discussion porte plus spécialement sur l'application en France de cette stratégie.

Une large discussion eut lieu ensuite sur le rapport du camarade Privas, précisant les caractéristiques actuelles de la situation en France.

La résolution politique fut adoptée à l'unanimité, ainsi qu'un appel pour la cessation immédiate de la guerre au Vietnam que nous publions par ailleurs.

Ecole de Cadres

Une école de cadres du Parti s'est tenue début janvier. A son programme était inscrite l'étude des problèmes actuels de l'économie soviétique à la lumière de la théorie marxiste de l'économie et en fonction des derniers développements de la situation en U.R.S.S.

Liste de Souscriptions

Liste 1.402 : 18.200 ; V. N. : 500 ; Germaine : 1.100 ; liste 3.314 : 2.200 ; liste 7.518 : 1.600 ; Belgique : 170 ; liste 1.304 : 7.600 ; liste 9.132 : 1.000 ; liste 2.812 : 4.000 ; Cheneau : 1.000 ; liste 6.121 : 2.900 ; liste 1.749 : 10.550 ; Michaud : 1.000 ; liste 9.615 : 180 ; abonnements : 3.100 ; souscription anonyme : 825. TOTAL : 59.725.

nalisations, à reprendre les investissements pour une modification de l'équipement du pays (cité par Jacques Duclos) mais qui nationaliserait les trusts et les banques.

La résolution du Comité fédéral du Nord ne contient pas de proposition concrète sur la façon de renverser la bourgeoisie et d'organiser l'action commune des ouvriers communistes et socialiste. Elle n'indique pas le caractère décisif qu'auraient en ce moment des propositions à tous les échelons du Parti socialiste S.F.I.O. et le caractère décisif du mot d'ordre « Gouvernement Parti communiste français-Parti socialiste S.F.I.O. ».

Mais pourquoi une telle résolution, si insuffisante soit-elle a-t-elle été élaborée dans le Nord ? C'est que le Nord est un des départements français le plus industriel et aussi un département où la social-démocratie a conservé une grosse influence dans la classe ouvrière. Pour surmonter les difficultés dans cette féderation, il a fallu en rabattre de la ligne opportuniste de Drancy et employer un langage révolutionnaire (la formulation « tous les bons français » ne figure pas dans le texte fédéral).

Des idées circulent à l'intérieur du Parti communiste français, qui vont à l'encontre de ce que disent les dirigeants et de ce qu'ils font. André Souquié, secrétaire de la Fédération de Paris, expliquait dans « France-Nouvelle », du 6 février 1954, qu'il y avait des réticences à l'endroit de la politique nationale du Parti communiste français, qu'il fallait placer tous les militants sur cette ligne (s'il faut les placer sur cette ligne, c'est qu'ils n'y sont pas).

Avec la lutte, les idées révolutionnaires se développeront dans la tête des militants du Parti communiste français, sur la base de leur expérience antérieure (les « résultats » de la politique de « front national uni » du P.C.F. avant la guerre et à la Libération) et sur la base de l'expérience qu'ils acquerront dans les grandes luttes qui approchent.

R. MERLIN.

notre parti mondial, et parce que sa ligne d'attaque sur la thèse hautement appréciable « Montée et déclin du stalinisme » nous semble n'avoir rien de commun avec une analyse marxiste et une vue juste de la réalité mondiale.

Nous regrettons sincèrement l'action des cannonistes et nous gardons l'espoir que même maintenant ils réexamineront leur position et chercheront à retrouver une place dans l'Internationale qui constitue maintenant la démonstration définitive de la viabilité du trotskysme.

Nous ne doutons pas que toutes les sections du parti mondial montreront la fermeté et l'homogénéité nécessaires.

BOLIVIE

Résolution adoptée par le C.C. du P.O.R. (section bolivienne de la IV^e Internationale).

Le simple fait que des gens qui s'attaquent aujourd'hui aux résolutions du 3^e Congrès mondial qu'ils avaient trois ans durant résolument approuvées, montre les résultats obtenus par la pression de l'impérialisme aux Etats-Unis, pression qu'il y exerce par de multiples moyens devant la montée tumultueuse de la révolution dans le reste du monde. L'actuelle situation des masses aux Etats-Unis, le caractère de leurs réactions si différent de celui des mouvements des masses dans les pays dominés ou affaiblis par la dernière guerre mondiale, sont les causes qui ont inspiré l'acte du S.W.P. C'est pourquoi celui-ci doit se trouver nécessairement à l'opposé des conceptions sur la tactique réclamée par la situation de pays constituant le théâtre principal de la lutte des masses ; c'est pourquoi la majorité du S.W.P. se verra entraînée par son acte à s'isoler du mouvement mondial de masses et de leur avant-garde prolétarienne organisée.

Les dirigeants de la majorité du S.W.P. se sont lancés dans une entreprise qu'on ne peut appeler autrement que trahison et désertion du camp révolutionnaire.

Le P.O.R., section bolivienne de la IV^e Internationale, rend hommage à la fermeté révolutionnaire de la minorité du S.W.P., déclare son adhésion aux organismes de l'Internationale qui ont été élus démocratiquement, et appelle les trotskystes du monde entier à serrer les rangs autour de leur direction internationale issue du 3^e Congrès mondial par la volonté de l'écrasante majorité des sections.

CHILI

Le P.O.R. condamne l'attitude trahissante de la fraction majoritaire du S.W.P. qui cherche à scinder notre mouvement international en publiant une lettre contre la direction de l'Internationale, direction qui a été élue démocratiquement et unanimement par le 3^e Congrès mondial.

Il dénonce comme des traîtres à la pensée vivante de Léon Trotsky tous les déviateurs de la IV^e Internationale, tous les sectaires incorrigibles, ossifiés idéologiquement, qui cherchent une fois de plus à réaffirmer leurs conceptions dogmatiques et à affaiblir notre mouvement forgé au cours d'années de lutttes et d'expériences.

Le Comité Central du P.O.R. chilien.

BRESIL

Lâchement, la fraction Cannon déserte l'Internationale sans avoir osé défendre ses « positions » ni dans les organismes de l'Internationale élus démocratiquement et statutairement qu'elle avait reconnus jusqu'à présent, ni dans la discussion préparatoire au 4^e Congrès mondial.

Nous, trotskystes brésiliens, défendons ouvertement notre Internationale, soutiendrons ses dirigeants démocratiquement et unanimement élus par le Congrès mondial car nous sommes pleinement conscients que c'est de l'existence du trotskysme, de l'existence de notre parti mondial démocratiquement centralisé que dépend, en dernière analyse, l'avenir socialiste — qui pointe déjà — de l'Humanité.

VIVE LA IV^e INTERNATIONALE !
VIVE LE TROTSKYSME !

ARGENTINE

Le Bureau Politique et le Comité Central élargi de la section argentine de la IV^e Internationale

— dénoncent et condamnent la fraction Cannon du S.W.P. dont la désertion de l'Internationale est accompagnée d'une attaque publique criminelle, insidieuse, fausse, mensongère et perfide contre la direction de l'Internationale ;

— dénoncent et condamnent l'appel de cette fraction à rompre avec la direction de l'Internationale représentée par l'actuel S.I., ce qui veut dire à rompre avec l'Internationale elle-même.

En dehors de l'Internationale, il n'y a que le désarroi, la démoralisation, la bassesse, la route de la trahison. C'est la route que la fraction Cannon peut emprunter.

Nous répétons ici l'appel que Trotsky adressa en 1938 à la minorité Shachtman : « Camarades, réintégrez-vous dans l'Internationale ! ». Nous adressons cet appel aux camarades de la fraction Cannon qui veulent rester loyaux envers l'Internationale.

PEROU

Le C.C. du P.O.R. péruvien rejette une telle manœuvre scissionniste comme étant une trahison à l'égard de notre Parti mondial.

Il invite toutes les sections de l'Internationale à poursuivre la discussion préparatoire au 4^e Congrès mondial et à assurer par tous les moyens le succès certain du congrès, en faisant de lui la plus large représentation possible du mouvement trotskyste international.

Il déclare sa fidélité aux résolutions du 3^e Congrès mondial et aux statuts de l'Internationale, ainsi qu'aux principes régissant le centralisme démocratique.

Il condamne les basses attaques lancées par les opposants de l'Internationale contre le S.I., et déclare sa solidarité avec cet organisme dirigeant de notre Parti mondial.

L'AFFAIRE des prêtres - ouvriers

Les récentes décisions du Vatican à l'encontre des prêtres et des dominicains ont suscité dans l'opinion publique française un intérêt et des réactions qui donnent à ce fait une portée dépassant de beaucoup le cadre de l'Eglise et du catholicisme.

Il ne faisait de doute pour personne que la décision du Vatican avait été dictée avant toute chose par la volonté de ce dernier de maintenir l'Eglise tout entière dans sa traditionnelle action de soutien de l'ordre établi. Aussi bien le manifeste des prêtres ouvriers que les lettres des cardinaux Gerlier et Feltin et celles de certains prêtres publiées par la presse montrent que la réalité de la lutte des classes de ce pays se fait jour jusques et y compris dans les milieux de l'Eglise et y détermine un mouvement d'idées dont les chefs de l'Eglise eux-mêmes sont obligés de tenir compte.

Le manifeste des prêtres ouvriers déclarant nettement que la lutte des classes est une réalité et que dans cette réalité les vrais catholiques doivent lutter aux côtés de la classe ouvrière et pas seulement se pencher sur son sort, en était un symptôme. Peut-être plus caractéristique encore est le ton des lettres des cardinaux Gerlier et Feltin qui, tout en incitant les prêtres ouvriers à l'obéissance, doivent argumenter à plusieurs reprises en reconnaissant eux aussi le bien-fondé de la lutte de la classe ouvrière et en se défendant contre l'idée que l'Eglise est contre cette lutte.

La crise sociale est si profonde en France et les masses si désireuses de transformer radicalement leur sort que cette situation s'exprime en termes jusqu'alors propres aux marxistes, au sein même du bastion idéologique des classes dirigeantes, l'Eglise catholique, apostolique et romaine.

Il n'y a en France de situation comparable que celle qu'a connue l'Eglise en 1789.

Les 12 et 13 décembre derniers, le Comité fédéral du Nord du Parti communiste français s'est réuni à Lille, il a décidé de relever de ses fonctions de secrétaire fédéral, Lambin, membre de la Commission centrale de contrôle financier. C'est ce qu'on appelle l'affaire Lambin, à qui, comme à Arthur Ramette, ancien membre du Bureau Politique et membre du Comité Central, on reproche des méthodes autoritaires de direction. Cette affaire Lambin est une affaire parmi d'autres.

Les militants du Parti communiste français ne peuvent savoir le fin mot de ces affaires. On ne les informe pas. Peu après la parution de ce numéro aura lieu la session du Comité Central du P.C.F. Il est douteux qu'on en apprenne davantage à ce sujet.

Mais, pour en revenir à l'affaire Lambin, ce qui nous paraît le plus intéressant ce n'est pas tant le conflit inter-bureaucratique que les problèmes politiques qui ont été soulevés par du régime bourgeois.

En conclusion des travaux du Comité fédéral du Nord, une longue résolution a été rédigée. Le numéro de « France-Nouvelle », du 2 janvier 1954 la reproduit.

Nous voudrions commenter cette résolution et la comparer aux travaux de la session du Comité Central de Drancy qui a précédé de six semaines la réunion de Lille.

Comment résumer l'essentiel des travaux du Comité Central de Drancy ?

1^o Rassemblement de tous les bons français en vue de faire échec aux accords de Bonn et de Paris (Maurice Thorez) ; de tous les bons français « quels qu'ils soient, nous disons bien quels qu'ils soient » (Jacques Duclos).

2^o Soutien d'un gouvernement (c'est-à-dire sans participation au gouvernement) dont le programme a été défini par M. Gaston Maurice, radical jacobin, de la manière suivante «... fin des hostilités au Vietnam, respect des promesses faites aux peuples de l'Union française, sécurité de la na-

PROBLEMES DU P.C.F.

Du Comité Central de Drancy à la résolution du Nord

tion, notamment par le refus de tout réarmement allemand, désarmement général, simultané et contrôlé, défense de la Sécurité sociale et des grandes nationalisations, respect intransigeant des libertés républicaines, reprise des investissements pour une modernisation de l'équipement du pays, fiscalité démocratique, revalorisation du pouvoir d'achat de la classe ouvrière et de la classe moyenne, défense et développement de l'école publique.

Pour irréalisable que soit ce programme dans les conditions actuelles du capitalisme français, il se place cependant entièrement dans le cadre de ce régime.

L'objectif du P.C.F., à Drancy, était par conséquent un gouvernement de front national uni, pour employer désormais une expression consacrée. Sans doute il a été question à Drancy de l'unité de la classe ouvrière. Maurice Thorez, quelques jours après, répondait en ces termes à l'interviewer de « l'Observateur d'aujourd'hui » : « Les communistes n'oublient pas qu'ils doivent être unitaires pour deux et ils feront tout pour développer l'action commune des travailleurs socialistes et communistes dans tout le pays ». Mais cette politique de front unique de la classe ouvrière se place dans le cadre d'une politique de front national uni ; on utilise ce front unique pour faire pression sur des partis bourgeois, afin de les contraindre à une entente avec le P.C.

C'est un tout autre langage que tient la Résolution du Comité fédéral du Nord. Sans doute, on peut lire dans cette résolution «... confirmant en tous points son accord complet avec la ligne du parti définie par le

Comité Central (session de juin et d'octobre 1953)... » mais ces lignes ressemblent à des formules passe-partout. Ce qu'il faut relever, ce sont les phrases suivantes, dans le titre II :

« Nous devons nous convaincre que le front unique c'est l'action et l'organisation de l'action, que la tactique du front unique, c'est le rassemblement de la classe ouvrière unie, base de l'union des plus larges masses dans la lutte CONTRE NOTRE PROPRE BOURGEOISIE, laquelle porte l'écrasante responsabilité de la trahison des intérêts nationaux et du peuple ». Et plus loin :

« L'ennemi principal à combattre C'EST NOTRE PROPRE BOURGEOISIE contre laquelle nous devons organiser l'action commune des ouvriers communistes et socialistes. »

L'orientation politique de Drancy et celle du Comité fédéral du Nord sont dans les termes tout à fait différentes et se contredisent. Dans le premier cas, il s'agit de s'entendre sur un programme bourgeois commun avec une partie de la bourgeoisie et de soutenir un gouvernement qui correspond à cette orientation politique ; dans l'autre cas, il s'agit de renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Répétons une fois de plus qu'un tel gouvernement de front national uni est irréalisable et que son programme ne répond pas aux problèmes posés par la lutte des travailleurs. A l'heure actuelle il n'y a pas d'autres solutions pour satisfaire durablement les revendications des travailleurs ; et pour s'opposer résolument à la politique de guerre de l'impérialisme, qu'un gouvernement qui ne se bornerait pas à défendre la Sécurité sociale et les grandes natio-

LE 4° CONGRÈS MONDIAL DE LA IV° INTERNATIONALE

Toutes les sections de la IV^e Internationale sont engagées actuellement dans la discussion préparatoire au IV^e Congrès Mondial dont la tenue et l'ordre du jour ont été décidés par un récent Plenum du Comité Exécutif International.

Cette préparation a une importance capitale pour les trotskystes du monde entier car c'est en effet le Congrès Mondial qui déterminera la politique de la IV^e Internationale pour les années à venir, la façon de l'appliquer dans tel ou tel pays et qui procédera à l'élection de la direction internationale qui, entre les Congrès mondiaux, assure la responsabilité du mouvement. La IV^e Internationale fonctionne suivant les principes du centralisme démocratique en ce sens que, si la plus grande démocratie existe à l'intérieur de l'organisation pour l'élaboration de la ligne, chaque militant, chaque section même est soumis au principe de la discipline de la majorité internationale. Notre force c'est notre conception du Parti Mondial de la Révolution; quel que soit en effet leur lieu d'origine, tous les trotskystes appartiennent au même Parti.

Le 1^{er} Congrès de la IV^e Internationale s'est tenu en 1938, à la veille de la 2^e guerre mondiale impérialiste; de ses travaux auxquels participa décisivement Léon Trotsky sont sortis un programme et une structure d'organisation qui ont été l'arme essentielle de l'avant-garde révolutionnaire depuis cette date. Le 2^e Congrès a eu lieu en 1943, le 3^e en 1951. Seize années d'opiniâtre combat n'ont pas permis à la IV^e Internationale d'exercer une influence réelle sur des couches décisives du prolétariat mondial. Pourquoi? Parce que nous sommes nés dans une période où le rapport des forces entre les classes à l'échelle du monde était favorable en général à la bourgeoisie et où par voie de conséquence aussi bien la bureaucratie réformatrice que la bureaucratie stalinienne pouvaient maintenir leur tutelle sur le mouvement ouvrier.

Mais toutes nos difficultés, nos conflits intérieurs, nos scissions même, n'ont pas empêché qu'aujourd'hui la IV^e Internationale soit le seul courant du mouvement ouvrier EXISTANT EN DROIT ET EN FAIT comme une Internationale. L'union sacrée avec la bourgeoisie avait déjà fait périr la 2^e Internationale à la veille de la première guerre mondiale. La 3^e Internationale — celle que Lénine avait créée — a été dissoute en 1943 par Staline lui-même quand il a réalisé son union sacrée contre « le boche et le japonais » avec Roosevelt, Churchill et de Gaulle.

La faiblesse numérique de la IV^e Internationale n'empêche nullement celle-ci de représenter aujourd'hui la conscience la plus élevée de la classe ouvrière.

La bureaucratie réformatrice qui prétend encore parler au nom du socialisme continue à se vautrer dans l'union sacrée. Elle est dans le camp des pays dits « libres », c'est-à-dire des pays dont les peuples gémissent sous le joug de l'exploitation impérialiste et colonialiste.

Les dirigeants staliniens, maintenant qu'est devenue inapplicable dans les faits, la politique d'alliance et de compromis avec les bourgeoisies impérialistes, sont à la traîne des évé-

nements. Leurs slogans sur la « co-existence pacifique » ont de moins en moins d'écho dans le mouvement ouvrier. On peut prévoir que la guerre les prendra au dépourvu.

La discussion préparatoire au IV^e Congrès Mondial porte sur la situation de l'impérialisme, le renforcement de la classe ouvrière et des peuples colonisés — une place toute spéciale étant donnée à la crise internationale du stalinisme —, les caractéristiques de la situation propre aux U.S.A., à l'Amérique Latine, à la Chine, etc... Mais le marxisme n'a jamais séparé la pensée de l'action, c'est pourquoi cette discussion qui déjà nous donne une analyse correcte de la situation aura aussi pour résultat de rendre encore plus solides et plus capables les cadres révolutionnaires qui se regroupent actuellement dans l'organisation la plus valeureuse et la plus consciente du mouvement ouvrier : la IV^e Internationale. La discussion sur la stratégie de construction des sections de la IV^e Internationale constituera un des points importants de l'ordre du jour.

C'est dans la Révolution mondiale qui vient que la IV^e Internationale fera sa jonction avec les larges masses dont déjà des couches importantes combattent sur son programme. Le IV^e Congrès de la IV^e Internationale enrichi de toute l'expérience de la classe ouvrière et de son avant-garde trotskyste constitue en conséquence de ce point de vue un événement d'une grande importance pour les communistes du monde entier.

M. MESTRE.

Lettre d'Italie

CRISE DE LA DIRECTION BOURGEOISE

La crise gouvernementale qui s'est prolongée pendant un mois et demi, a démontré avec une netteté absolue que la période de stabilité politique relative de la bourgeoisie italienne est désormais révolue.

Après les élections du 7 juin, il avait été impossible à De Gasperi de continuer son expérience gouvernementale et son héritage avait été reçu par Giuseppe Pella, son ancien collaborateur aux finances. Le gouvernement Pella avait marqué une première forme de collaboration avec les monarchistes, qui en fait l'avaient soutenu de leurs voix.

Mais la situation dans le pays s'étant tendue, surtout à la suite des luttes syndicales du mois de décembre, Pella d'ailleurs combattu par son propre parti, vis-à-vis duquel il avait revendiqué une certaine indépendance, a dû se résigner à démissionner.

Mais les difficultés qui s'étaient manifestées dans une forme aiguë déjà au mois de juillet, n'étaient pas disparues — bien au contraire — au mois de janvier. Les catholiques tâchèrent encore une fois d'éviter un choix bien précis et proposèrent un gouvernement composé uniquement par des membres de leur parti. Mais Fanfani, qui avait été chargé de faire cette nouvelle expérience, fut battu d'une façon éclatante. Ce fut la preuve définitive que le monopole politique du parti catholique était terminé.

C'était pour leur parti le moment du choix. Allait-il recommencer l'expérience centriste, à savoir une collaboration avec les partis du soi-disant centre démocratique (libéraux, sociaux-démocrates et républicains) ou allait-il choisir ouvertement l'alliance avec la droite, notamment avec les monarchistes?

Finalement, De Gasperi et Co ont choisi une répétition générale de l'expérience centriste, même dans les nouvelles conditions et ils ont passé outre à l'opposition dans leurs propres rangs. Evidemment, ils ont jugé très dangereux un tournant à droite tout à fait ouvert dans une situation, où les partis ouvriers sont en train de renforcer leurs positions, et les masses sont mobilisées dans des luttes syndicales assez larges.

Mais la nouvelle expérience ne pourra être que précaire. Sur le plan parlementaire la majorité dont dispose le gouvernement est très mince et il suffira du moindre accident pour le faire tomber.

Les rapports réels dans le pays sont encore plus instables. On se rappelle que les partis du centre ont eu une faible majorité de mandats, mais n'ont pas eu une majorité absolue de voix. En outre, les élections partielles successives ont démontré que l'opposition de gauche a gagné ultérieurement, tandis que le centre a reculé davantage. Enfin, la base social-démocrate va réagir très vivement au tournant de son parti, qui, après avoir proclamé la nécessité d'une politique tout à fait nouvelle et d'une rupture avec le passé, a encore une fois capitulé en acceptant d'aller au gouvernement avec les catholiques dans des conditions désastreuses.

Mais, c'est le choix du président du Conseil qui va accroître les difficultés du gouvernement. Mario Scelba, le nouveau premier italien, c'est l'homme de la police anti-ouvrière (la Celere), c'est l'homme de la répression sanglante contre les ouvriers licenciés et contre les paysans affamés

Halte à la répression franquiste !

Nous apprenons que les militants ouvriers G. Munis, Jaime Fernandez et leurs six camarades emprisonnés depuis décembre 1952 sous l'inculpation d'avoir « voulu constituer une organisation en vue de détruire le régime franquiste », viennent de passer devant une cour martiale. Munis et Jaime Fernandez ont été condamnés à 10 et 8 ans respectivement. Leurs camarades se sont vu infliger des peines allant d'un à quatre ans.

Munis et Jaime Fernandez avaient combattu durant la guerre civile espagnole aux côtés des masses ouvrières, et Fernandez, alors jeune conscript, avait, au risque de sa vie, déserté l'armée franquiste assiégée dans la forteresse de l'Alcazar de Tolède en 1936.

Venir en aide à ces militants et à toutes les victimes des bourreaux franquistes, c'est un devoir pressant des travailleurs français. Il faut les arracher des griffes de Franco. Il faut que des protestations collectives, à l'usine et partout, soient faites pour y parvenir. Libérer nos frères de classe espagnols, c'est travailler pour nos propres intérêts à nous.

FUSILLADES A MADRID

Chauffés par la campagne de Franco concernant ses revendications sur Gibraltar (d'où les britanniques devront « être chassés », tout en leur laissant d'autres « Gibraltar » comme les mines de Rio Tinto), des milliers d'étudiants encadrés par la Phalange sont passés à l'action et ont manifesté dans plusieurs villes d'Espagne.

Se tenant aux ordres du gouvernement — soucieux toujours de maintenir l'ordre même lors des manifestations qui lui sont très chères — la police a tiré sur les étudiants quand elle s'est vue un peu débordée par l'élan pourtant bien patriotard des manifestants. Il y a eu des blessés de part et d'autre.

Alors, ces manifestations qui devaient « chasser » de Gibraltar les Anglais se sont muées dans une chasse aux hauts fonctionnaires « traitres » de la Phalange et aux ministres « assassins » du « peuple ».

Cet attentat à la sûreté de l'Etat venant de ceux qui sont parmi ses meilleurs serveurs ne peut s'expliquer autrement que par le mécontentement général qui règne en Espagne à l'égard du régime franquiste. Certes, ce mécontentement s'exprime dans les rangs de la Phalange d'une façon bien particulière et qui n'a rien à voir avec le mécontentement des masses ouvrières et paysannes luttant pour leur libération sociale. Mais toujours est-il que le malaise ronge les rangs de la Phalange. La base de celle-ci (des « plebeins » comme on les qualifie dans les hautes sphères gouvernementales) avait cru les yeux fermés à la révolution prônée par leurs chefs et le chef des chefs : Franco. Or, elle constate que « ça ne marche pas du tout » et que la révolution promise dont personne ne pourrait préciser ses traits, est toujours retardée par les « traîtres ». Comme quoi — dit-elle — on fraie le chemin à « l'autre » Révolution, celle des ouvriers et paysans. Donc, il « faut que ça change et pour de bon ! ».

C'est ainsi que les revendications d'étudiants sur Gibraltar ont laissé la place à des revendications d'ordre intérieur.

Les fusillades des flics franquistes contre des étudiants phalangistes ont montré, si besoin en était, combien les fondations du régime de Franco sont minées. Elles auraient déjà sauté si de la part des directions ouvrières espagnoles antifranquistes une politique de front unique, avec un clair programme de classe pouvant attirer la petite bourgeoisie, était menée.

Mais malheureusement le camp ouvrier espagnol est hanté par le « spectre du communisme » (qu'il identifie avec le masque du stalinisme) — ce qui ne peut que se solder par le renforcement de l'Etat militaire-policié de Franco.

U. R. S. S.

Un an après la mort de Staline

Au moment où paraîtra ce numéro, nous saurons les cérémonies auxquelles se livreront les staliniens à travers le monde pour le premier anniversaire de la mort de leur défunt chef. Il est vraisemblable qu'ils ne passeront pas cet anniversaire sous silence, mais il n'y a pas de doute qu'on sera loin, très loin même, de toute l'avalanche de louanges, manèges d'encens, panégyriques à laquelle on assistait au moindre de ses actes de son vivant.

Cette différence avec le passé est d'une grande signification, avant tout en Union soviétique. Quand parut le dernier article de Staline, pour le 19^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., nous avons souligné qu'il était révélateur que la société soviétique, à la suite de grands développements économiques et culturels, contenait des forces nouvelles progressives se heurtant à la bureaucratie. Staline menait son ultime combat pour celle-ci, avec toute la force de son autorité. Ses successeurs, toujours soucieux des intérêts de la bureaucratie, comprennent vite qu'à continuer sur l'ancienne ligne, ils risquaient de se trouver devant une situation qui allait rapidement leur échapper.

D'où leurs concessions. Concessions économiques envers les larges masses. Concessions politiques plus particulièrement dirigées envers de larges couches de la bureaucratie qui, jusqu'alors, jouissaient de privilèges matériels mais non de droits politiques. Nous avons tout au cours de l'année écoutée noté et expliqué ces mesures. Nous conseillons aux lecteurs de notre organe de lire dans le numéro de « Quatrième Internationale » qui vient de paraître (1) plusieurs articles qui donnent une vue d'ensemble de ces mesures et de leur importance.

Mais, parmi ces mesures, nous voulons en souligner particulièrement deux : l'une négative : la suppression du culte de Staline, l'autre : l'exécution de Beria.

Staline avait acquis incontestablement une autorité, notamment dans la bureaucratie. Mais les méthodes qu'il avait employées et continuait d'employer pour diriger la société soviétique étaient extrêmement impopulaires. Les nouveaux dirigeants à la recherche d'une mémoire pour recouvrer leur nouvelle politique, laissent très volontiers dans l'ombre celle de Staline et remettent beaucoup plus en avant celle de Lénine. Ils ne s'attaquent pas directement à la mémoire

de Staline, parce que ce sont des bureaucrates soucieux de défendre les privilèges de la bureaucratie — et que le plus grand titre de Staline, c'est d'avoir dirigé le combat qui assura la domination politique de la bureaucratie sur la société soviétique. Mais ils laissent très volontiers dans l'oubli et remettent plus en avant le nom de Lénine, connaissant l'aspiration très large en U.R.S.S. d'un « retour à Lénine ».

L'exécution de Beria, dans sa forme rappelle partiellement les grands procès de Moscou, dans les accusations et les aveux. Mais la nouvelle direction « collective » n'a pas mené trop grand bruit dans cette affaire. Dans une série d'articles qui n'ont pas trouvé l'écho qu'ils méritaient en raison des informations qu'ils apportaient et non des idées qu'il en traitait, le journaliste américain Shapiro, qui venait de passer vingt ans en U.R.S.S., explique que la facilité avec laquelle Beria fut éliminé, avec laquelle sa condamnation et son exécution furent annoncées s'explique par la popularité de la mesure. Du haut en bas de la société soviétique, elle a été comprise comme un coup « contre le règne de la police ». Et elle ne peut pas être comprise autrement. Il nous est pénible de constater que jusqu'à présent, seuls ceux qui ont récemment rompu avec notre mouvement politique invraisemblable vu dans cette affaire un coup contre l'U.R.S.S. et « un défi » aux travailleurs soviétiques !

Le régime bureaucratique subsiste toujours en U.R.S.S., et il ne peut y avoir le moindre doute que l'exécution de Beria n'empêchera pas l'équipe Malenkov de recourir aux mesures policières les plus rudes le cas échéant pour défendre son pouvoir et ses privilèges contre les revendications des grandes masses soviétiques. Mais l'emprise bureaucratique a été affaiblie. Des conditions meilleures pour permettre une politisation des masses, des regroupements politiques, des luttes des masses contre le régime bureaucratique, pour un véritable « retour à Lénine », c'est-à-dire, pour la rénovation de la démocratie soviétique sur un niveau économique et culturel bien supérieur, existent dès maintenant.

P. FRANK.

(1) Numéro de janvier-février, 1954.

DE TOUS LES PAYS

MOYEN-ORIENT

La situation est encore trop mouvante, et les nouvelles qui parviennent trop insuffisantes pour qu'on puisse de loin porter des maintenant un jugement certain.

Pour s'orienter, il faut tenir compte de deux facteurs importants :

1° les masses de ces pays (ouvrières et paysannes) aspirent à un mieux-être et à leur libération du joug impérialiste ;

2° le Moyen-Orient a une importance stratégique considérable. Les Etats-Unis s'efforcent d'y supplanter peu à peu la Grande-Bretagne en s'assurant les services de cliques dirigeantes.

L'Egypte est le pays le plus important, étant le plus développé des Etats arabes du Moyen-Orient. Les masses ont chassé la monarchie. Mais les militaires dirigeants n'ont réglé aucun des problèmes essentiels (réforme agraire, libération du canal de Suez). Car ils se placent sur le terrain de la propriété capitaliste, craignent les ouvriers et veulent changer le sort de l'Egypte uniquement par une « révolution d'en haut ».

U. S. A.

LA RECESSION ECONOMIQUE

De toute part le monde capitaliste s'alarme de l'évolution de l'économie des Etats-Unis. Le boom est non seulement fini, mais il n'y a pas de doute que depuis la seconde moitié de 1953 celle-ci est entrée dans une période de déclin.

Quelles sont les perspectives? Quatrième Internationale (janvier-février) publie une importante étude sur cette question. Parmi les conclusions essentielles, mentionnons : la possibilité pour l'Etat dans certaines limites d'amortir le choc et d'étaler la crise, mais non de l'éviter; un accroissement du chômage; une extension au reste du monde capitaliste. Enfin et surtout, « les Etats-Unis sont entrés dans la période critique où les réalités économiques incertaines et plutôt inquiétantes pèseront de plus en plus sur l'orientation d'ensemble de leur politique ».

LE MAC CARTHYSME

Le capitalisme américain devant le danger de la révolution mondiale s'efforce d'assurer à tout prix l'immunisation de son propre territoire. La réaction se développe sous la forme principale du maccarthysme. Une terreur morale s'étend sur toute la société. Ce sont d'abord des milieux politiques non conformistes qui ont été attaqués. Maintenant Mac Carthy se montre de plus en plus assuré. La victoire d'Eisenhower a été pour lui le signal d'une offensive renforcée. Il terrorise littéralement à présent toutes les administrations d'Etat, il fourre même son nez dans l'armée. Et le ministre de la Défense s'est incliné.

Jusqu'à présent Mac Carthy n'a pas engagé une offensive ouverte pour s'intégrer dans le fonctionnement du mouvement syndical. Au contraire les bonzes syndicaux réformistes ont opéré eux-mêmes la chasse aux sorcières dans le mouvement syndical.

L'AFFAIRE DES ROSENBERG

Quand les Rosenberg furent exécutés, on savait que cette affaire n'était pas terminée.

Leur avocat, E. Bloch, est mort après avoir mené un combat qui ne fut pas qu'un combat juridique. Son dévouement, son courage firent de lui le digne frère de lutte des Rosenberg.

Et maintenant la réaction américaine s'attaque aux enfants Rosenberg. Mais rien ne pourra empêcher la défaite du capitalisme yankee, dernier bastion du capitalisme mondial.

BOLIVIE

La Fédération universitaire de La Paz a organisé un cycle de conférences au sujet de la crise de la révolution bolivienne auquel furent invités tous les partis politiques et des personnalités de gauche.

A cette occasion, le camarade Hugo Torres exposa le point de vue de notre section bolivienne. Il insista sur la nécessité d'un gouvernement ouvrier et paysan.

La conférence eut lieu devant un public où se trouvaient de nombreux ouvriers et aussi un groupe de paysans d'origine quetchoi venus affirmer leur solidarité avec le Parti Ouvrier Révolutionnaire. Cette conférence eut un grand écho à La Paz.

AMERIQUE LATINE

La pression de l'impérialisme yankee s'accroît sur toute l'Amérique latine. Les crises ministérielles au Brésil et au Chili sont directement liées aux interventions des Etats-Unis dans l'économie et dans la politique de ces pays.

Dans quelques jours va s'ouvrir à Caracas (Venezuela) une conférence de tous les Etats du Continent américain.

La conférence se tient dans un Etat où sévit une dictature. Le choix de ce lieu a soulevé des protestations dans plusieurs Etats. A l'ordre du jour se trouve la lutte contre le communisme sur le continent américain.

La grève de 24 heures en bonne voie

La classe ouvrière a trouvé son mot d'ordre unificateur : ses 25.166 fr. que le gouvernement lui refuse.

Elle a décidé d'ignorer les vœux pieux de celui-ci et d'agir. PAS DE CHARITÉ PAS D'AUMONE : NOTRE DU. Elle a décidé, OUI d'agir et de se servir de ce droit de grève, qu'on veut lui contester.

HIER, elle a fait de la journée du 29 janvier, un solennel avertissement à la bourgeoisie.

HIER, elle a marqué une étape sur le chemin de son succès, une étape du FRONT UNIQUE.

Partout où l'unité d'action a été réalisée, la manifestation a été un succès.

Les travailleurs ont su imposer à leurs syndicats, unions locales, unions départementales, de s'unir et d'agir sur un mot d'ordre commun.

✱

AUJOURD'HUI, la classe ouvrière s'apprête à franchir une autre étape.

Nous avons répété inlassablement dans ces colonnes : que le chemin du front unique s'étendait de la BASE AU SOMMET. Que, si « l'unité d'action à la base était nécessaire et réalisable, les accords de sommets ne pouvaient que faciliter et engendrer celle-ci ».

Nous avions raison et les faits nous approuvent.

Finis l'opposition entre la ligne sectaire Lecer-Mauvais et la position plus unitaire de Frachon.

Il n'y a pas de choix entre les comités d'unité d'action ELUS A LA BASE et les cartels de sommet.

Il y a une juste politique de front unique de la base au sommet et du sommet à la base.

Les travailleurs ont compris cela. Aussi la C.G.T. tient-elle compte de leur volonté et l'exprime d'une façon correcte.

TOUS ENSEMBLE :

La proposition de GREVE GENERALE DE 24 HEURES de la C.G.T. souève un réel intérêt.

Benoît Frachon se félicite de recevoir de nombreuses lettres de travailleurs enjoignant aux directions confédérales de s'unir pour la grève de 24 heures.

Parmi toutes, celle émanant des trois sections syndicales C.G.T.-F.O.-C.F.T.C. de la Sécurité sociale de la rue Durrant à Paris (adressée aux trois confédérations) qui conclut :

« Les trois sections syndicales recommandent aux confédérations de tenir compte de l'avis des travailleurs qui ne leur pardonneraient pas de ne pas prendre note de leur ferme désir de voir cette unité d'action se réaliser aussi bien au sommet qu'à la base. »

Et c'est la proposition de la C.G.T. « d'action en commun », au Conseil confédéral de la C.F.T.C. qui envisage, lui aussi, une grève de 24 heures.

C'EST LA BONNE VOIE.

De partout affluent les résolutions communes de sections syndicales, unions locales, unions départementales exigeant le front unique des directions nationales.

Chez Renault, dans la Loire-Inférieure, dans la Seine-Inférieure, dans la Haute-Garonne, etc.

Le camarade Mauvais, dans « l'Humanité », du 17 février, commente la ligne juste de la C.G.T. de proposition, d'action commune aux autres centrales.

Il n'est plus question de la « pantoufle » des seuls comités d'unité d'action-élus-à-la-base. Ce n'est pas dommage.

La C.G.T. DOIT renouveler un appel concret, invitant toutes les directions confédérales à organiser en commun la grève générale de 24 heures.

Les directions C.F.T.C. et F.O. doivent répondre favorablement C'est le désir de la classe ouvrière, elle saura bien l'imposer.

✱

Les partis communiste et socialiste doivent s'unir pour faire aboutir le programme de revendications que leurs groupes parlementaires ont défendu en commun.

Auguste Lecer, dans un article « l'action du parti aux entreprises », insiste sur le rôle déterminant des militants du parti communiste dans les luttes revendicatives et place au centre de l'activité des cellules, l'agitation pour l'augmentation des salaires et la préparation de la grève générale.

Mais les militants communistes n'ont pas attendu Lecer pour être les meilleurs dans les entreprises pour organiser leurs camarades. Ce qu'ils attendent, c'est la signification de ce combat, ce sont des perspectives.

DEMAIN, si le succès de la grève est total, la classe ouvrière voudra aller plus loin.

PAS D'ILLUSIONS, seul un gouvernement des travailleurs pourra donner les 25.166 fr. ...et plus.

La lutte pour les salaires est une lutte pour un gouvernement qui pourra donner ces salaires, c'est une lutte politique. Le parti communiste devra appeler le parti socialiste à envisager un programme de gouvernement commun, et à prendre le pouvoir pour instaurer un gouvernement communiste-socialiste.

Un gouvernement pour nous, et contrôlé par nous, les travailleurs.

P. VINCENT.

LA JOURNEE DU 29 JANVIER

R. A. T. P.

P. T. T.

F.O. avait irresponsablement lancé le mot d'ordre d'une grève de 24 h., tout en refusant de répondre aux propositions de la C.G.T.

La faible influence du syndicat F.O. dont les dirigeants ne perdent pas une occasion de torpiller l'unité d'action, rendait illusoire la réalisation de ce mot d'ordre.

De fait, seuls quelques délégués F.O. ont fait la grève de 24 h., le plus grand nombre des simples militants se contentant de participer aux mouvements limités lancés par la C.G.T.

Les dirigeants de la C.G.T. avaient correctement proposé à ceux des autres syndicats de préparer le mouvement en commun.

La faible combativité des travailleurs de la R.A.T.P., que les manœuvres de la direction et de ses agents ont réussi momentanément à diviser et à désorganiser, ainsi que le refus des syndicats autonomes — en particulier du Syndicat Autonome Traction (conducteurs du métro) — de participer au mouvement, rendait difficile d'envisager une action vraiment importante.

Aussi, les camarades intervenus à l'Assemblée générale de la C.G.T. la veille au soir, ont-ils eu raison de porter l'accent sur la nécessité de débrayer, ne fut-ce qu'un temps assez court, mais dans l'unité la plus grande possible.

En fait, la durée et la participation du mouvement ont été très inégales. Dans un certain nombre de dépôts, pas un seul autobus n'est sorti avant 8 heures (heure fixée pour la reprise du travail). Sur les lignes du métro, de bonnes actions unitaires ont été réalisées dans quelques endroits mais, par ailleurs, de trop nombreux chefs de trains (en particulier parmi les jeunes) se sont laissés abuser par les promesses des dirigeants du nouveau « Syndicat Autonome des Chefs de Train » et n'ont pas débrayé.

Dans l'ensemble, malgré son caractère limité, le mouvement du 29 janvier à la R.A.T.P. a constitué un tout premier pas pour la reconstitution de l'unité d'action qui, là encore plus qu'ailleurs, est la condition indispensable pour faire triompher les revendications de nos camarades de toutes catégories.

(Correspondant.)

Il y a eu peu de combativité apparente pour la grève d'avertissement du 29 janvier.

Les raisons en sont simples :

— Les postiers des bureaux-gares (secteur déterminant dans toute action) supportaient le poids de leur dernier mouvement. Ceux-ci ont perdu 10.000 fr. de leur salaire.

— L'attitude de F.O., en décembre, avait fait naître la suspicion dans les rangs et une réaction sectaire vis-à-vis d'un mouvement proposé par elle.

Mais cette passivité n'a été qu'apparente. La solidarité organisée au profit des grévistes de décembre a rapporté 3.600.000 fr. (1.000 fr. à chaque gréviste).

Les travailleurs sont désormais extrêmement pointilleux sur le chapitre de l'unité d'action.

C'est ce qui explique l'expectative observée lors du 29.

Mais expectative n'est pas indifférence.

La C.G.T. a bénéficié de son attitude unitaire depuis août, 2.500 adhésions; depuis décembre 280 dans les bureaux-gares.

Mais il y a encore des milliers de cégétistes en puissance.

F.O. paie sa politique de division, dans certains bureaux sa plus forte section est liquidée.

Le syndicat autonome, quoiqu'avec une influence limitée, grignote des adhérents à F.O.

L'existence d'une tendance de gauche dans la C.F.T.C. permet à celle-ci de recruter quelque peu.

Les grévistes des bureaux-gares donnent le ton.

Ce sont eux qui organisent la prochaine grève de 24 heures.

La fermentation qui sévit à l'intérieur de la C.G.T., son orientation unitaire, l'existence de tendances de gauche dans F.O. et la C.F.T.C. sont autant de facteurs de réussite du prochain mouvement.

Nul doute que si les postiers sont assez forts pour imposer l'unité de leurs fédérations, cela aura une répercussion importante sur l'ensemble de la classe ouvrière et de sa lutte.

L'idée même de l'unité organique a germé dans la tête des militants et suit son chemin.

(Correspondant.)

25 NOVEMBRE 1953.

Journée d'action pour la nouvelle convention collective de salaires des métallurgistes. Appel lancé par le syndicat C.G.T. Seul, SANS PROPOSITION D'ACTION COMMUNE aux autres syndicats de l'usine. Le bilan se traduit par le simple dépôt du cahier de revendications, quelques maigres délégations, aucun gréviste MALGRE L'ACCORD PROFOND DE TOUS LES OUVRIERS POUR LA REVALORISATION DES SALAIRES.

29 JANVIER 1954.

Journée d'action pour le salaire minimum garanti avec augmentation générale des salaires.

Appel lancé par les trois syndicats de l'usine C.G.T., C.F.T.C. et F.O. pour une grève de deux heures. Cette fois, près de vingt mille ouvriers de l'usine participèrent au mouvement.

Deux dates, deux politiques, deux résultats absolument différents.

A l'échelle RENAULT, le 25 novembre c'était l'application de la ligne : Abandon de la politique des cartels (unité au sommet) et élection de comités d'unité d'action exclusivement à la base.

Le 29 janvier, ce sont les propositions du Bureau confédéral C.G.T. AU SOMMET, la réalisation de l'unité entre les trois syndicats de l'usine, un appel commun à l'ensemble de l'entreprise, et de nombreux appels commun A LA BASE dans les ateliers qui, là où ils eurent lieu, rassemblèrent le plus de grévistes (59-36, 62-31, 76-V5 et U.S. A.O.C., 55, 72, etc.).

TOUS LES JOURS, la classe ouvrière se fraye son chemin, et TOUS LES JOURS les militants de la C.G.T. constatent que les besoins de la lutte de la classe ouvrière, quand celle-ci accepte de se battre, sont PLUS FORTS QUE TOUS LES CALCULS ET TOUS LES SCHEMAS SECTAIRES.

UNE ETAPE EST FRANCHIE. LA PROCHAINE, C'EST LES 24 H. DE GREVE GENERALE. IL FAUT TOUS Y ALLER.

On ne peut plus se permettre de nouvelles hésitations.

LA POLITIQUE UNITAIRE RAPPORTE... IL FAUT LA CONTINUER, L'APPROFONDIR.

Linez a raison de dire que l'unité ce n'est pas seulement 80 % de la C.G.T., 10 % de la C.F.T.C., 10 % de F.O., mais plus que la simple addition arithmétique, c'est la multiplication de la force de la classe ouvrière, tant l'unité a une résonance profonde dans la tête de tous les ouvriers.

Sans se lasser, il importe de continuer la campagne de front unique du sommet à la base, et des comités d'unité d'action.

La proposition C.G.T. de grève générale de 24 heures doit permettre la « relance de l'unité » particulièrement maintenant que le C.C.N. de la C.F.T.C. esquisse une orientation dans ce sens reprise par le congrès des cheminots C.F.T.C.

Aujourd'hui, il apparaît que l'initiative d'adresser, au nom de toutes les sections syndicales d'ateliers, appuyée par la signature des ouvriers, un appel commun à toutes les confédérations (comme à la 4 CV, à l'Artillerie, par exemple) pour qu'elles préparent ensemble la grève de 24 heures, proposée par la C.G.T., correspond au sentiment profond des travailleurs et TEND A SE GENERALISER.

De même, dans la mesure où la lutte se prépare, les comités d'unité d'action vont avoir tendance à se constituer tant ils correspondent aux besoins de la lutte comme l'UNITÉ D'ACTION ELLE-MEME.

La constitution des C.U.A. dans les ateliers ne peut se faire en DEHORS D'UNE POLITIQUE UNITAIRE A TOUS LES ECHELONS mais au contraire, grâce à une telle politique dont ils ne sont que le complément.

✱

La grève de l'Enseignement

Le refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications du corps enseignant et aussi des étudiants ont amené les professeurs d'université à déclencher une grève de vingt-quatre heures. A l'Université de Paris la grève fut quasi-générale; en province elle eut aussi un succès retentissant. Professeurs, personnel des universités et étudiants, par leur action commune montrèrent leur volonté de lutter pour faire aboutir leurs revendications. Le meeting de la Sorbonne qui groupait plusieurs milliers de grévistes révéla que la crise sociale atteinte en France les milieux les plus élevés du personnel enseignant avec lesquels la bourgeoisie n'a pas l'habitude, en général, d'avoir des difficultés.

Cette grève de vingt-quatre heures ne pouvait évidemment suffire à faire céder le gouvernement sur les revendications propres aussi bien aux étudiants, qu'aux professeurs ou autres catégories d'enseignants plus défavorisés encore, tels les jeunes ou les agents des catégories inférieures souvent scandalusement exploitées. Elle aura été surtout une grève d'avertissement et d'unité et en ce sens sa valeur aura été réelle. Mais la seule façon de faire céder le gouvernement reste d'unir la lutte des enseignants et celle des étudiants aux luttes de la classe ouvrière. De ce point de vue, la préparation de la grève générale de vingt-quatre heures pourrait être un moyen excellent de faire repartir le combat. Des directions syndicales vraiment soucieuses de mener une lutte efficace contre la politique réactionnaire du gouvernement en matière de crédit pour l'éducation nationale, devraient se donner pour objectif de faire coïncider la lutte des enseignants et des étudiants avec celle des métallos, des cheminots, des ouvriers du bâtiment, etc.

✱

La grève de l'Enseignement

Le refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications du corps enseignant et aussi des étudiants ont amené les professeurs d'université à déclencher une grève de vingt-quatre heures. A l'Université de Paris la grève fut quasi-générale; en province elle eut aussi un succès retentissant. Professeurs, personnel des universités et étudiants, par leur action commune montrèrent leur volonté de lutter pour faire aboutir leurs revendications. Le meeting de la Sorbonne qui groupait plusieurs milliers de grévistes révéla que la crise sociale atteinte en France les milieux les plus élevés du personnel enseignant avec lesquels la bourgeoisie n'a pas l'habitude, en général, d'avoir des difficultés.

Cette grève de vingt-quatre heures ne pouvait évidemment suffire à faire céder le gouvernement sur les revendications propres aussi bien aux étudiants, qu'aux professeurs ou autres catégories d'enseignants plus défavorisés encore, tels les jeunes ou les agents des catégories inférieures souvent scandalusement exploitées. Elle aura été surtout une grève d'avertissement et d'unité et en ce sens sa valeur aura été réelle. Mais la seule façon de faire céder le gouvernement reste d'unir la lutte des enseignants et celle des étudiants aux luttes de la classe ouvrière. De ce point de vue, la préparation de la grève générale de vingt-quatre heures pourrait être un moyen excellent de faire repartir le combat. Des directions syndicales vraiment soucieuses de mener une lutte efficace contre la politique réactionnaire du gouvernement en matière de crédit pour l'éducation nationale, devraient se donner pour objectif de faire coïncider la lutte des enseignants et des étudiants avec celle des métallos, des cheminots, des ouvriers du bâtiment, etc.

✱

La grève de l'Enseignement

Le refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications du corps enseignant et aussi des étudiants ont amené les professeurs d'université à déclencher une grève de vingt-quatre heures. A l'Université de Paris la grève fut quasi-générale; en province elle eut aussi un succès retentissant. Professeurs, personnel des universités et étudiants, par leur action commune montrèrent leur volonté de lutter pour faire aboutir leurs revendications. Le meeting de la Sorbonne qui groupait plusieurs milliers de grévistes révéla que la crise sociale atteinte en France les milieux les plus élevés du personnel enseignant avec lesquels la bourgeoisie n'a pas l'habitude, en général, d'avoir des difficultés.

Cette grève de vingt-quatre heures ne pouvait évidemment suffire à faire céder le gouvernement sur les revendications propres aussi bien aux étudiants, qu'aux professeurs ou autres catégories d'enseignants plus défavorisés encore, tels les jeunes ou les agents des catégories inférieures souvent scandalusement exploitées. Elle aura été surtout une grève d'avertissement et d'unité et en ce sens sa valeur aura été réelle. Mais la seule façon de faire céder le gouvernement reste d'unir la lutte des enseignants et celle des étudiants aux luttes de la classe ouvrière. De ce point de vue, la préparation de la grève générale de vingt-quatre heures pourrait être un moyen excellent de faire repartir le combat. Des directions syndicales vraiment soucieuses de mener une lutte efficace contre la politique réactionnaire du gouvernement en matière de crédit pour l'éducation nationale, devraient se donner pour objectif de faire coïncider la lutte des enseignants et des étudiants avec celle des métallos, des cheminots, des ouvriers du bâtiment, etc.

✱

La grève de l'Enseignement

Le refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications du corps enseignant et aussi des étudiants ont amené les professeurs d'université à déclencher une grève de vingt-quatre heures. A l'Université de Paris la grève fut quasi-générale; en province elle eut aussi un succès retentissant. Professeurs, personnel des universités et étudiants, par leur action commune montrèrent leur volonté de lutter pour faire aboutir leurs revendications. Le meeting de la Sorbonne qui groupait plusieurs milliers de grévistes révéla que la crise sociale atteinte en France les milieux les plus élevés du personnel enseignant avec lesquels la bourgeoisie n'a pas l'habitude, en général, d'avoir des difficultés.

Cette grève de vingt-quatre heures ne pouvait évidemment suffire à faire céder le gouvernement sur les revendications propres aussi bien aux étudiants, qu'aux professeurs ou autres catégories d'enseignants plus défavorisés encore, tels les jeunes ou les agents des catégories inférieures souvent scandalusement exploitées. Elle aura été surtout une grève d'avertissement et d'unité et en ce sens sa valeur aura été réelle. Mais la seule façon de faire céder le gouvernement reste d'unir la lutte des enseignants et celle des étudiants aux luttes de la classe ouvrière. De ce point de vue, la préparation de la grève générale de vingt-quatre heures pourrait être un moyen excellent de faire repartir le combat. Des directions syndicales vraiment soucieuses de mener une lutte efficace contre la politique réactionnaire du gouvernement en matière de crédit pour l'éducation nationale, devraient se donner pour objectif de faire coïncider la lutte des enseignants et des étudiants avec celle des métallos, des cheminots, des ouvriers du bâtiment, etc.

✱

La grève de l'Enseignement

Le refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications du corps enseignant et aussi des étudiants ont amené les professeurs d'université à déclencher une grève de vingt-quatre heures. A l'Université de Paris la grève fut quasi-générale; en province elle eut aussi un succès retentissant. Professeurs, personnel des universités et étudiants, par leur action commune montrèrent leur volonté de lutter pour faire aboutir leurs revendications. Le meeting de la Sorbonne qui groupait plusieurs milliers de grévistes révéla que la crise sociale atteinte en France les milieux les plus élevés du personnel enseignant avec lesquels la bourgeoisie n'a pas l'habitude, en général, d'avoir des difficultés.

Cette grève de vingt-quatre heures ne pouvait évidemment suffire à faire céder le gouvernement sur les revendications propres aussi bien aux étudiants, qu'aux professeurs ou autres catégories d'enseignants plus défavorisés encore, tels les jeunes ou les agents des catégories inférieures souvent scandalusement exploitées. Elle aura été surtout une grève d'avertissement et d'unité et en ce sens sa valeur aura été réelle. Mais la seule façon de faire céder le gouvernement reste d'unir la lutte des enseignants et celle des étudiants aux luttes de la classe ouvrière. De ce point de vue, la préparation de la grève générale de vingt-quatre heures pourrait être un moyen excellent de faire repartir le combat. Des directions syndicales vraiment soucieuses de mener une lutte efficace contre la politique réactionnaire du gouvernement en matière de crédit pour l'éducation nationale, devraient se donner pour objectif de faire coïncider la lutte des enseignants et des étudiants avec celle des métallos, des cheminots, des ouvriers du bâtiment, etc.

✱

La grève de l'Enseignement

Le refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications du corps enseignant et aussi des étudiants ont amené les professeurs d'université à déclencher une grève de vingt-quatre heures. A l'Université de Paris la grève fut quasi-générale; en province elle eut aussi un succès retentissant. Professeurs, personnel des universités et étudiants, par leur action commune montrèrent leur volonté de lutter pour faire aboutir leurs revendications. Le meeting de la Sorbonne qui groupait plusieurs milliers de grévistes révéla que la crise sociale atteinte en France les milieux les plus élevés du personnel enseignant avec lesquels la bourgeoisie n'a pas l'habitude, en général, d'avoir des difficultés.

Cette grève de vingt-quatre heures ne pouvait évidemment suffire à faire céder le gouvernement sur les revendications propres aussi bien aux étudiants, qu'aux professeurs ou autres catégories d'enseignants plus défavorisés encore, tels les jeunes ou les agents des catégories inférieures souvent scandalusement exploitées. Elle aura été surtout une grève d'avertissement et d'unité et en ce sens sa valeur aura été réelle. Mais la seule façon de faire céder le gouvernement reste d'unir la lutte des enseignants et celle des étudiants aux luttes de la classe ouvrière. De ce point de vue, la préparation de la grève générale de vingt-quatre heures pourrait être un moyen excellent de faire repartir le combat. Des directions syndicales vraiment soucieuses de mener une lutte efficace contre la politique réactionnaire du gouvernement en matière de crédit pour l'éducation nationale, devraient se donner pour objectif de faire coïncider la lutte des enseignants et des étudiants avec celle des métallos, des cheminots, des ouvriers du bâtiment, etc.

✱

La grève de l'Enseignement

Le refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications du corps enseignant et aussi des étudiants ont amené les professeurs d'université à déclencher une grève de vingt-quatre heures. A l'Université de Paris la grève fut quasi-générale; en province elle eut aussi un succès retentissant. Professeurs, personnel des universités et étudiants, par leur action commune montrèrent leur volonté de lutter pour faire aboutir leurs revendications. Le meeting de la Sorbonne qui groupait plusieurs milliers de grévistes révéla que la crise sociale atteinte en France les milieux les plus élevés du personnel enseignant avec lesquels la bourgeoisie n'a pas l'habitude, en général, d'avoir des difficultés.

Cette grève de vingt-quatre heures ne pouvait évidemment suffire à faire céder le gouvernement sur les revendications propres aussi bien aux étudiants, qu'aux professeurs ou autres catégories d'enseignants plus défavorisés encore, tels les jeunes ou les agents des catégories inférieures souvent scandalusement exploitées. Elle aura été surtout une grève d'avertissement et d'unité et en ce sens sa valeur aura été réelle. Mais la seule façon de faire céder le gouvernement reste d'unir la lutte des enseignants et celle des étudiants aux luttes de la classe ouvrière. De ce point de vue, la préparation de la grève générale de vingt-quatre heures pourrait être un moyen excellent de faire repartir le combat. Des directions syndicales vraiment soucieuses de mener une lutte efficace contre la politique réactionnaire du gouvernement en matière de crédit pour l'éducation nationale, devraient se donner pour objectif de faire coïncider la lutte des enseignants et des étudiants avec celle des métallos, des cheminots, des ouvriers du bâtiment, etc.

✱

La grève de l'Enseignement

Le refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications du corps enseignant et aussi des étudiants ont amené les professeurs d'université à déclencher une grève de vingt-quatre heures. A l'Université de Paris la grève fut quasi-générale; en province elle eut aussi un succès retentissant. Professeurs, personnel des universités et étudiants, par leur action commune montrèrent leur volonté de lutter pour faire aboutir leurs revendications. Le meeting de la Sorbonne qui groupait plusieurs milliers de grévistes révéla que la crise sociale atteinte en France les milieux les plus élevés du personnel enseignant avec lesquels la bourgeoisie n'a pas l'habitude, en général, d'avoir des difficultés.

Cette grève de vingt-quatre heures ne pouvait évidemment suffire à faire céder le gouvernement sur les revendications propres aussi bien aux étudiants, qu'aux professeurs ou autres catégories d'enseignants plus défavorisés encore, tels les jeunes ou les agents des catégories inférieures souvent scandalusement exploitées. Elle aura été surtout une grève d'avertissement et d'unité et en ce sens sa valeur aura été réelle. Mais la seule façon de faire céder le gouvernement reste d'unir la lutte des enseignants et celle des étudiants aux luttes de la classe ouvrière. De ce point de vue, la préparation de la grève générale de vingt-quatre heures pourrait être un moyen excellent de faire repartir le combat. Des directions syndicales vraiment soucieuses de mener une lutte efficace contre la politique réactionnaire du gouvernement en matière de crédit pour l'éducation nationale, devraient se donner pour objectif de faire coïncider la lutte des enseignants et des étudiants avec celle des métallos, des cheminots, des ouvriers du bâtiment, etc.

✱

La grève de l'Enseignement

Le refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications du corps enseignant et aussi des étudiants ont amené les professeurs d'université à déclencher une grève de vingt-quatre heures. A l'Université de Paris la grève fut quasi-générale; en province elle eut aussi un succès retentissant. Professeurs, personnel des universités et étudiants, par leur action commune montrèrent leur volonté de lutter pour faire aboutir leurs revendications. Le meeting de la Sorbonne qui groupait plusieurs milliers de grévistes révéla que la crise sociale atteinte en France les milieux les plus élevés du personnel enseignant avec lesquels la bourgeoisie n'a pas l'habitude, en général, d'avoir des difficultés.

Cette grève de vingt-quatre heures ne pouvait évidemment suffire à faire céder le gouvernement sur les revendications propres aussi bien aux étudiants, qu'aux professeurs ou autres catégories d'enseignants plus défavorisés encore, tels les jeunes ou les agents des catégories inférieures souvent scandalusement exploitées. Elle aura été surtout une grève d'avertissement et d'unité et en ce sens sa valeur aura été réelle. Mais la seule façon de faire céder le gouvernement reste d'unir la lutte des enseignants et celle des étudiants aux luttes de la classe ouvrière. De ce point de vue, la préparation de la grève générale de vingt-quatre heures pourrait être un moyen excellent de faire repartir le combat. Des directions syndicales vraiment soucieuses de mener une lutte efficace contre la politique réactionnaire du gouvernement en matière de crédit pour l'éducation nationale, devraient se donner pour objectif de faire coïncider la lutte des enseignants et des étudiants avec celle des métallos, des cheminots, des ouvriers du bâtiment, etc.

✱

La grève de l'Enseignement

Le refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications du corps enseignant et aussi des étudiants ont amené les professeurs d'université à déclencher une grève de vingt-quatre heures. A l'Université de Paris la grève fut quasi-générale; en province elle eut aussi un succès retentissant. Professeurs, personnel des universités et étudiants, par leur action commune montrèrent leur volonté de lutter pour faire aboutir leurs revendications. Le meeting de la Sorbonne qui groupait plusieurs milliers de grévistes révéla que la crise sociale atteinte en France les milieux les plus élevés du personnel enseignant avec lesquels la bourgeoisie n'a pas l'habitude, en général, d'avoir des difficultés.

Cette grève de vingt-quatre heures ne pouvait évidemment suffire à faire céder le gouvernement sur les revendications propres aussi bien aux étudiants, qu'aux professeurs ou autres catégories d'enseignants plus défavorisés encore, tels les jeunes ou les agents des catégories inférieures souvent scandalusement exploitées. Elle aura été surtout une grève d'avertissement et d'unité et en ce sens sa valeur aura été réelle. Mais la seule façon de faire céder le gouvernement reste d'unir la lutte des enseignants et celle des étudiants aux luttes de la classe ouvrière. De ce point de vue, la préparation de la grève générale de vingt-quatre heures pourrait être un moyen excellent de faire repartir le combat. Des directions syndicales vraiment soucieuses de mener une lutte efficace contre la politique réactionnaire du gouvernement en matière de crédit pour l'éducation nationale, devraient se donner pour objectif de faire coïncider la lutte des enseignants et des étudiants avec celle des métallos, des cheminots, des ouvriers du bâtiment, etc.

✱

La grève de l'Enseignement

Le refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications du corps enseignant et aussi des étudiants ont amené les professeurs d'université à déclencher une grève de vingt-quatre heures. A l'Université de Paris la grève fut quasi-générale; en province elle eut aussi un succès retentissant. Professeurs, personnel des universités et étudiants, par leur action commune montrèrent leur volonté de lutter pour faire aboutir leurs revendications. Le meeting de la Sorbonne qui groupait plusieurs milliers de grévistes révéla que la crise sociale atteinte en France les milieux les plus élevés du personnel enseignant avec lesquels la bourgeoisie n'a pas l'habitude, en général, d'avoir des difficultés.

Cette grève de vingt-quatre heures ne pouvait évidemment suffire à faire céder le gouvernement sur les revendications propres aussi bien aux étudiants, qu'aux professeurs ou autres catégories d'enseignants plus défavorisés encore, tels les jeunes ou les agents des catégories inférieures souvent scandalusement exploitées. Elle aura été surtout une grève d'avertissement et d'unité et en ce sens sa valeur aura été réelle. Mais la seule façon de faire céder le gouvernement reste d'unir la lutte des enseignants et celle des étudiants aux luttes de la classe ouvrière. De ce point de vue, la préparation de la grève générale de vingt-quatre heures pourrait être un moyen excellent de faire repartir le combat. Des directions syndicales vraiment soucieuses de mener une lutte efficace contre la politique réactionnaire du gouvernement en matière de crédit pour l'éducation nationale, devraient se donner pour objectif de faire coïncider la lutte des enseignants et des étudiants avec celle des métallos, des cheminots, des ouvriers du bâtiment, etc.

✱

La grève de l'Enseignement

Ça peut paraître extraordinaire, chez Citroën, mais c'est comme cela : les chauffeurs des camions, des tracteurs, les grutiers et manutention intérieure ont fait grève, et cela pendant quinze jours, du 8 au 23 février.

Ils en avaient assez d'être considérés comme des ouvriers spécialisés à 160 fr. de l'heure.

Leur travail exige des qualités assez exceptionnelles pour qu'ils prétendent en toute justice à être qualifiés professionnels. Les vingt francs de l'heure d'augmentation qu'ils réclament sont largement justifiés.

Ils n'ont pas obtenu satisfaction, mais leur lutte continue, et va donner de l'espoir à tous les autres ouvriers de chez Citroën.

Depuis novembre 1947, il n'y avait pas eu, dans cette usine, de mouvement important. Les élections de délégués sont peu suivies. Cela ne surprend personne lorsque l'on connaît la façon dont la direction Michelin et Cie organise les services de cette grande usine. Les agents de secteurs, dont l'unique travail est de surveiller les ouvriers, les mouchards qui pullulent à travers l'usine, font qu'il règne